

MIEUX VIVRE DANS NOTRE REGION

Catherine Levraud

Élection régionale PACA 2010

Entre Alpes et Méditerranée, baignée de soleil, riche de tant de paysages idylliques et de saveurs typiques, le monde entier nous envie le bonheur de vivre ici. Mais nous qui vivons les réalités au quotidien, nous savons que derrière cette façade de carte postale, se cachent de profondes fractures. Un littoral surpeuplé et un arrière-pays peu densément peuplé ; des inégalités sociales plus marquées qu'ailleurs en matière d'emploi, des difficultés croissantes d'accès aux services publics et aux services de santé, un taux de pollution exponentiel et une crise majeure des transports.

Le Conseil Régional pour lequel vous allez élire vos représentants n'a pas la réponse à tous ces problèmes, ses pouvoirs sont limités. Mais nous pouvons encore **impulser** et **coordonner** nombre **d'actions** sur notre **territoire**. Nous ne vous mentirons pas, le prochain Conseil Régional ne fera pas de miracle ! Tant que l'État réduira ses concours budgétaires et que la situation financière du pays nous imposera la rigueur. C'est pourquoi nous recommandons que l'on mette un terme à la dispersion des investissements et au saupoudrage des subventions et nous proposons de **concentrer nos efforts sur quelques axes essentiels pour notre avenir et celui de notre région, sans augmentation de la pression fiscale.**

10 propositions pour mieux vivre dans notre région :

- 1. Le durable au cœur des politiques publiques régionales**
- 2. Un plan régional contre la crise de l'emploi.**
- 3. Des transports collectifs de qualité**
- 4. Une véritable politique de santé publique.**
- 5. Vers l'autonomie énergétique de notre région.**
- 6. L'égalité des chances pour tous les lycéens**
- 7. L'enseignement supérieur et la recherche**
- 8. Un développement maîtrisé et durable de notre territoire.**
- 9. Renforcer l'échelon Régional**
- 10. La promotion de la Culture et de l'identité régionale.**

1 – Le durable au cœur des politiques publiques régionales

Notre société et notre région sont malades de l'idéologie de la croissance, idéologie qui fait de la région PACA une terre de paradoxes avec d'un côté le tourisme qui s'appuie sur la qualité environnementale et humaine de notre territoire et qui génère plus de 10 milliards d'euros de recettes et de l'autre l'outil industriel et le mauvais aménagement du territoire qui amènent notre région à être l'une des plus polluées d'Europe. Nombre de nos villes connaissent plus de 75 jours de pic de pollution à l'ozone par an (supérieurs à 120µg/m³).

L'écologie est pour nous une **obligation de solidarité territoriale** et un **moyen** de rendre **meilleure la qualité de vie** de tous les habitants de PACA.

Cette conception doit nous amener à instiller de l'écologie dans tous les domaines des politiques régionales. Une écologie humaniste qui met l'avenir et le bien-être de l'homme au centre des choix politiques, une écologie qui, loin de sanctionner, rend les citoyens responsables de l'avenir de leur territoire.

Avec l'emploi et les solidarités territoriales, l'enjeu environnemental constitue l'un des grands défis que la Région doit relever. Le **développement durable** doit être **intégré** à l'ensemble des **politiques publiques régionales**, plusieurs actions concrètes devront ainsi être menées dès 2010.

En plus d'une politique de **santé environnementale**, en plus d'une politique des **transports** favorables aux modes **collectifs** et transports **alternatifs** et doux, en plus d'une orientation vers les **emplois verts** des filières de formation professionnalisantes, en plus d'une exemplarité écologique des lycées régionaux nous mettrons en place un **Plan climat** afin de mettre en œuvre en PACA les objectifs de Copenhague de diviser par 4 la production de gaz à effet de serre d'ici 20 ans. .

Un véritable Plan Climat de **réduction des consommations énergétiques** à niveau de confort équivalent sera mis en place. Une stratégie de promotion des énergies renouvelables sera lancée.

Loin d'opposer écologie et économie, nous ferons de l'écologie un des fers de lance de l'activité économique de PACA. Nous en avons le potentiel naturel, donnons-nous la volonté politique !

Nous voulons **favoriser des filières courtes**, pour améliorer la qualité alimentaire et assurer aux agriculteurs et éleveurs de nos régions des revenus issus de leurs productions peu génératrices de gaz à effet de serre.

Nous souhaitons **créer un label régional** qui récompensera, outre le respect d'un cahier de charges relatif à la **qualité des produits**, le **respect de l'environnement** et la **proximité** de la production. Ce label permettra de promouvoir la **consommation de productions régionales**.

Nous nous engagerons dans une politique de **protection des zones naturelles exceptionnelles**. Si quelques tentatives de protection existent déjà en PACA nous assistons aujourd'hui à une fragmentation des zones naturelles sensibles qui limite l'efficacité de la protection de la bio-diversité. L'architecture d'une telle trame pourra se réaliser entre autres à partir d'une **collaboration** plus efficace **entre parcs régionaux**.

Nous **revaloriserons l'Agence Régionale pour l'Environnement** et lui confierons une mission d'**élaboration d'un indicateur d'empreinte écologique** pour la Région Paca. La Région fournira un outil de mesure de la pression humaine sur notre territoire à tous les citoyens de PACA et à chaque collectivité. La Région s'engagera également dans un plan de **réduction** de l'empreinte écologique de son activité.

2 – Un plan régional contre la crise de l'emploi.

Le chantage aux emplois et aux subventions publiques est inacceptable ! Il n'est pas possible que la Région soit simple pourvoyeuse de subventions sans contre parties locales réelles, comme ce fut le cas pour ST Microelectronics.

Il est temps de réfléchir de façon réaliste à la **re-localisation** de certains emplois. Paradoxalement, notre région réussit à importer des travailleurs qualifiés d'autres régions, mais est incapable d'offrir des emplois à nos enfants. Il faut en plus de l'emploi « High Tech » (Sophia-Antipolis, Rousset, Cadarache et ITER) qui accapare une part importante du budget de notre région consacrer des fonds afin de développer un **pôle de formation efficient de manière à répondre aux besoins locaux de l'emploi** (énergies durables, santé, formation aux emplois de la mer, tourisme...).

Nous étudierons la possibilité d'une **fiscalité** sur le **trafic inter - régional de marchandises par camion**. Grâce à une stratégie à l'échelon européen il nous sera possible de réorienter le trafic poids lourd vers le ferroviaire. Ces mesures s'accompagneront bien sûr d'un soutien à la réalisation **d'infrastructures de ferroutage et de cabotage**.

Nous imposerons un **changement dans les marchés publics par l'attribution systématique au « mieux disant » plutôt qu'au « moins disant »**. Il appartient pour cela d'intégrer dans tous les appels d'offres lancés par le Conseil Régional des **critères sociaux et environnementaux**.

Pour agir directement sur l'emploi, nous mettront en place une « **assurance nouvel emploi** » qui permettra à **toute PME embauchant un salarié en CDI de demander le remboursement des charges patronales payées dans l'année en cas de résultats d'exploitation négatifs**.

Nous créerons le « **Contrat 1^{er} emploi** » pour permettre aux **jeunes** d'écrire la première ligne de leur CV. Ce **contrat tripartite** entre la **région, l'entreprise** et le **jeune** consistera à faire **prendre en charge par la région l'équivalent d'un demi - SMIC pour un CDD de 12 mois pour les moins de 25 ans**.

Nous instaurerons un **guichet unique d'action régionale**, destiné à mutualiser l'ensemble des services et des aides dont ont besoin les créateurs d'entreprises, en **partenariat avec les Chambres de Commerce**.

Nous ferons confiance à l'économie sociale et solidaire. Nous renforcerons le **travail des Chambres Régionales d'économie Sociale et Solidaire** et accompagnerons la reprise d'entreprises en difficulté par leurs salariés pour les transformer en **coopératives** en soutenant les études de faisabilité de tels projets.

3 – Des transports collectifs de qualité.

Aujourd'hui notre **territoire est au bord de l'asphyxie**, les transports collectifs de PACA restent à la traîne. La SNCF dans une politique comptable nationale fait primer les TGV sur les TER. Les engagements régionaux de prestation de service ne sont plus respectés.

Nous initierons une **commission de réflexion associant toutes les collectivités** du « mille-feuille » institutionnel (Département, agglomération, communautés urbaines, villes) afin de **concentrer les démarches, de rationaliser les lignes et de désengorger le transport routier** qui à lui seul génère plus de 12 millions de tonnes de CO2 ! Il nous faut instaurer **plus de cohérence dans les modes de transports.**

Nous proposons que notre région **participe** activement au **maillage** de son **territoire** par une politique ambitieuse de **développement du rail**, alternative écologique à la voiture et aux transports polluants. Cette orientation passe par l'**affectation intégrale de la part régionale de la TIPP** (Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers) **au financement des transports publics**, la **réhabilitation des anciennes voies SNCF** pour **limiter le transport routier** lorsque cela est viable ou leur **transformation en tram-train.**

La région doit inciter, à l'auto partage par la mise en place d'un réseau régional de co-voiturage.

Sur le modèle de Lyon ou Paris nous mettrons en place un **service régional de location de voitures en libre service** par la création de points « **Autolib** » dans les **gares SNCF.**

Dans la jungle des tarifs et réductions de la SNCF nous créerons un « **Pass'Transport / carte orange** » à **tarif unique** pour les déplacements hebdomadaires des **étudiants**, des **apprentis** et des **stagiaires** de la formation professionnelle, où qu'ils résident et quelle que soit la distance à parcourir dans la région.

Enfin, n'attendons pas 2040 pour voir le TGV desservir nos capitales régionales. Puisque la Région a décidé d'être le plus gros financeur de la ligne vers Nice, **accélérons le chantier de la grande vitesse, et libérons les lignes classiques pour un vrai réseau de TER. La mise en place de la LGV sud-est doit impérativement être associée à une organisation cohérente des TER. Nous étudierons la structuration de réseaux de bus régionaux à haut niveau de service pour les zones difficilement accessibles par le réseau ferroviaire.**

Notre région n'a pas vocation à rester un axe pour les camions traversant toute l'Europe. Confions les chantiers du **doublage et de l'électrification de la ligne ferroviaire vers Briançon** et le **percement du tunnel du Montgenèvre** à un partenariat public/privé, avec une perspective de concession de la ligne nouvelle vers Turin, dès que l'ouverture à la concurrence deviendra possible.

Nous réorienterons le projet du **Grand Port Maritime de Marseille** pour que les programmes FOS 3XL et 4XL ne soient pas seulement des générateurs supplémentaires de transport routier pour toute notre région. Nous introduirons une partie **ferroutage** et **cabotage** pour rendre ce projet acceptable aux habitants de PACA.

4 – Une véritable politique de santé publique.

Bien que le financement de la santé relève de la solidarité nationale, l'organisation de l'Etat tend à en renforcer la gestion régionale (ARS). Il convient que les **Régions soient pleinement associées à l'adaptation des politiques de santé aux réalités locales.** Elles pourront ainsi

apporter aux débats une approche plus transversale, plus sociale, plus écologique et plus démocratique. La santé est l'un des piliers du développement durable avec le social, l'économique et l'environnemental.

Nous connaissons des **problèmes aigus de santé publique** liés au **vieillessement** de la **population**. Le nombre de personnes âgées dépendantes augmentera de 10 % dans les 10 prochaines années. Notre région comptera **80 000 personnes âgées dépendantes en 2015**. Il y a urgence ! Les inégalités sociales se creusent face à l'accès aux soins. Malgré ses 220 médecins pour 100 000 habitants ce qui nous classe comme deuxième région de France pour la présence médicale les disparités sont colossales 120 médecins pour 100 000 habitants dans les Hautes Alpes contre 260 pour 100 000 dans les Alpes Maritimes !

Le choix du directeur de chaque Agence régionale de Santé devra être approuvé par le Conseil Régional. La place des conseillers régionaux et des partenaires sociaux régionaux dans le conseil de surveillance des ARS devra être renforcée.

Pour lutter contre la désertification médicale, un **schéma régional d'organisation sanitaire ambulatoire et hospitalier** devra être intégré à la politique d'aménagement du territoire.

Pour s'engager pleinement dans les politiques de santé, le Conseil Régional devra **participer** activement à la **mise en place de maisons de santé**. Nous expérimenterons la **création de maisons de santé pluridisciplinaires** avec professionnels du soin, de la prévention (PMI en partenariat avec les conseils généraux), et du social, dans des territoires en difficultés. Celles-ci serviront aussi de **maisons de garde ouvertes la nuit et les jours fériés, afin qu'aucun habitant ne soit à plus de 20 minutes d'un centre de soins**, domaine sur lequel notre région à des moyennes inférieures au niveau national.

Nous proposons que le Conseil Régional, avant de décider de toute mesure en matière d'économie, de transport, d'aménagement, diligente des **études d'impact sanitaire**.

Dans une logique de **lutte contre les discriminations** liées au **handicap** nous créerons des **modules spécifiques** dans les différentes **formations professionnelles** pour limiter les difficultés d'accès à l'emploi des handicapés.

Dans cinq ans environ, la moitié des infirmières et aides soignantes de Paca sera partie à la retraite. Un **schéma régional** pour la **solidarité** envers les **personnes âgées** devra soutenir la création et la montée en puissance des structures de services à la personne, favorisant ainsi la formation et les perspectives d'emplois. Nous créerons à ces fins un **pôle de la formation aux métiers des soins**.

Les inégalités croissantes parmi les jeunes et les plus âgés face au système de soins doivent nous faire réagir. Nous préconisons donc l'octroi par la **Région** d'une **aide sous conditions de ressources** pour ceux qui subissent **l'augmentation dissuasive des assurances complémentaires de santé** et se voient **privés de soins** peu au mal remboursés.

5 – Vers l'autonomie énergétique de notre région.

Nous demandons que soit mis en place à court terme un **comité Régional de gestion de l'électricité** dans lequel siègeraient aux côtés des services de l'Etat les représentants de la Région et des départements. Ce comité régional planifiera un **usage rationalisé de l'énergie en PACA**. La région se doit de prendre les mesures nécessaires pour être **plus autonome** sur le plan énergétique, pendant son prochain mandat. Nous lancerons à cet effet un **Etablissement régional d'économie mixte de production énergétique** pour pallier les

déficiences d'EDF et de l'État français.

Cet établissement public régional d'économie mixte de la production d'électricité développera la **production d'énergies renouvelables**. Nous créerons un véritable **pôle régional de l'électricité (Ferme éolienne, centrale biogaz et méthanisation)** plutôt que de nous contenter de mesures d'aides aux particuliers pour l'installation d'équipements solaires qui sont intéressantes certes mais qui restent symboliques par leur nombre.

Afin de pallier la faiblesse et l'**archaïsme du réseau d'acheminement de l'électricité importée en PACA** (une seule ligne Très Haute Tension 400 000 V pour alimenter toute la partie Est de notre région) c'est une **production décentralisée dans les Alpes de Haute Provence et les Alpes Maritimes** que nous soutiendrons **en priorité**. Le lancement d'un tel établissement d'économie mixte permettra de **décentraliser la production**, de la **répartir** sur l'ensemble de notre territoire et ainsi de **faciliter l'acheminement d'électricité**. Nous ne pouvons plus tolérer que notre région soit à ce point sous-équipée en matière d'installation de production d'énergie.

6 – L'égalité des chances de tous les lycéens.

Nous, démocrates de PACA, croyons à l'**égalité des chances** devant le savoir et la capacité de chaque jeune à se réaliser et à s'épanouir. Au moment où l'école est mise à mal par le gouvernement, nous voulons lutter contre les inégalités qui frappent les jeunes élèves, parce qu'ils vivent loin des grandes villes, parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'y rendre ou d'y vivre, ou tout simplement parce que leur environnement familial ne peut les y aider.

Nous favoriserons des **critères d'intérêt du territoire** plutôt que des décisions politiciennes dans les implantations des lycées. Notre région se doit d'être exemplaire en ce qui concerne la **construction et la rénovation des Lycées** (au même titre que les autres bâtiments publics) aux **normes de Haute Qualité Environnementale**.

Nous rendrons nos lycées réellement **accessibles aux enfants handicapés**. Un schéma sera mis en place qui **prendra en compte les handicaps moteur** (création de rampes d'accès, élargissement des portes...), **visuel** (installation au sol de plaques podotactiles ...) et **auditif** (sonorisation des salles ...).

Il faut en particulier clarifier le paysage régional de l'aide à l'orientation, singulièrement confus et dispersé, en le rationalisant, en mettant en synergie les ressources qui le composent aux différents niveaux, dans le secteur de l'orientation et dans celui de l'emploi. Aujourd'hui, l'accueil et l'information relatifs à l'orientation sont assurés par un trop grand nombre de structures. Ces structures qui développent des actions souvent cofinancées par la Région composent un ensemble hétérogène et complexe où l'on trouve : défaut de coordination, redondances et coûts inutiles.

Chaque lycéen et chaque parent devra disposer de l'intégralité de l'information sur toutes les filières et la façon d'y accéder. Les **forums des métiers** seront systématisés dans **chaque établissement secondaire**, une **information des parents** sera créée en **partenariat** avec les **communes** dans **chaque école primaire**.

Par ailleurs, il existe également deux autres mondes qui se croisent sans se rencontrer, celui des aînés en préretraite ou en retraite, qui ont un savoir et un savoir faire, une expérience unique qu'ils ne demandent qu'à transmettre, et celui des jeunes, qu'ils soient sortis ou non du système éducatif ; qu'ils soient à la recherche d'une formation professionnalisante, d'une

première expérience ou tout simplement d'un complément d'apprentissage. Nous proposons qu'en PACA soit créée une **fondation de la transmission des savoirs et des expériences professionnelles en lien avec la réalisation de stages** pour faire en sorte que les **jeunes** accèdent à une **vraie connaissance des métiers** et bénéficient d'un **suivi individualisé**.

7 – L'enseignement supérieur et la recherche

La Région PACA regroupe aujourd'hui **2 académies** (Aix-Marseille, pour les 2/3 du territoire et Nice pour 1/3), **6 Universités, 7 Organismes de Recherche, 8 Pôles de compétitivité, 14 écoles d'ingénieurs, 6 IUT** pour presque **170 000 étudiants et 12 000 chercheurs**, soit environ 10% des effectifs nationaux. Le Projet **ITER** est également situé en PACA.

La Région n'a pas de compétence sur l'enseignement supérieur et la recherche, mais, devant l'autonomie croissante des universités et la mise en compétition des organismes de recherche qui s'accélère depuis l'adoption de la loi LRU, elle peut intervenir en **soutien** et opérer des réajustements.

Pour les **étudiants**, nous soutiendrons les **Universités de proximité**, nécessaires au maillage du territoire, à la limitation des transports et des frais de logements; nous regrouperons surtout, en un **livret d'accueil** remis à chaque étudiant, toutes les informations utiles existantes sur les aides, les bourses, les horaires de transport, les actions des collectivités territoriales dans ce domaine, pour une **Région proche de ses étudiants et qui les aide par des actes concrets et quotidiens**. La **carte étudiant** d'une Université de la Région PACA pourra servir de **pass** pour accéder aux tarifs réduits des transports et des loisirs. Nous soutiendrons les **programmes de logement étudiants** et aiderons les **particuliers** qui **s'engageront en faveur du logement étudiants par des mesures incitatives**.

Les **programmes de mobilité internationale** seront **étendus à toutes les filières et les bourses doctorales**, financées aujourd'hui en partie par des fonds européens feder, à toutes les **disciplines**, et notamment à la recherche **fondamentale**.

Parce qu'une Région où la recherche est active est attractive pour les entreprises à fort potentiel, nous instaurerons des **programmes transversaux pour soutenir la recherche et l'innovation dans les organismes de recherche**. La recherche fondamentale ne doit pas être sacrifiée au court-termisme car elle est productrice de valeur ajoutée si on lui laisse le temps d'être menée à bien. Nous signerons donc des **conventions de partenariat avec les organismes de recherche académique** tout en encourageant le **mécénat d'entreprise** en faveur des études qui nécessitent plus de temps et d'investissement.

Pour **développer la culture scientifique et le dialogue entre la recherche, la société et le monde de l'entreprise**, nous organiserons le **débat public** sur ces sujets et nous agirons comme un **facilitateur**.

Faciliter les conditions de vie des étudiants, les conditions de travail des enseignants-chercheurs et les conditions d'implantation d'entreprises à forte valeur ajoutée, générant des emplois de haut niveau mais induisant aussi des emplois de type intermédiaire, c'est ce que nous nous engageons à faire à la Région.

8 – Un développement maîtrisé et durable de notre territoire.

Notre territoire connaît de graves **déséquilibres**. Notre région subit un accroissement démographique qu'elle se voit incapable de maîtriser. Nous sommes passés de 2,8 millions d'habitants en 1962 à plus de 4,8 millions aujourd'hui. Nous assistons à une concentration massive de la population le long du littoral et à l'étalement de celle-ci dans l'arrière pays. Ce phénomène, accentué par la « métropolisation » incontrôlée de villes telles que Marseille ou Nice a pour conséquences : l'aménagement anarchique du territoire avec le mitage du terroir agricole, la saturation des réseaux routiers, l'inadéquation des réseaux de transports collectifs, l'explosion des prix du foncier, l'abandon des services publics dans une partie de notre région,

En terme d'**aménagement du territoire**, nous estimons que la Région devrait **utiliser** avec plus de **pertinence** et d'**efficacité** l'**Établissement Public Foncier Régional** et mener une **véritable politique de rééquilibrage industriel, urbain et agricole du territoire**.

La protection de l'environnement doit aller au delà de la **création de réserves naturelles**. Celles-ci sont importantes pour préserver des espaces vierges de toute activité humaine (Parc national de Port- Cros, Parc National des Écrins, zone naturelle « Natura 2000 ») mais, nous devons **développer** en parallèle une politique d'**aménagement** harmonieux de l'espace sur tout le territoire :

- **Densifier** l'habitat autour de l'existant (villes, villages, hameaux);
- **Sauvegarder** les **terres agricoles** de l'urbanisation et permettre l'**installation** de jeunes agriculteurs sur des **exploitations à taille humaine** afin d'assurer l'**autonomie agricole de notre région**.

Concernant l'industrie et l'emploi, nous devons, au-delà de l'installation de « pôles d'excellence » **favoriser l'émergence d'industries créatrices d'emplois locaux dans le secteur des énergies renouvelables, et la construction de bâtiment durables**.

L'aménagement du territoire, passe également par un accès pour tous aux **technologies de l'information**. Cela nécessite la **généralisation du très haut débit** à l'ensemble de notre territoire régional et la **couverture à 100% de la TNT** avant la coupure du réseau hertzien.

9 – Renforcer l'échelon Régional

Nous considérons que l'on n'administre bien que de près. Nous sommes convaincus de **l'importance de la proximité et de la régionalisation**. Nous croyons à la réalité du terrain, à l'intelligence locale, à la capacité des collectivités territoriales à répondre au plus juste aux besoins et aux préoccupations des citoyens.

Nous avons pu voir lors du débat sur la LGV PACA comment la concurrence des départements et des villes avait bloqué l'émergence de l'intérêt général. Le Conseil Régional qui participe à hauteur de 20 milliards d'euros au financement de cette ligne a été incapable de s'imposer dans le débat et de dégager une stratégie claire. Alors qu'il en est le principal bailleur de fond, il ne joue qu'un rôle mineur dans l'élaboration et la mise en place du projet cette situation ne peut plus durer.

Nous voulons que la **région PACA** devienne **pilote des grands projets d'aménagement du territoire en organisant régulièrement une Conférence des présidents de départements, de communautés d'agglomérations et des maires**.

Au moment où nos régions sont menacées de disparition nous considérons que la région PACA devrait lancer un **partenariat institutionnel** avec d'autres régions françaises notamment Rhône Alpes pour **créer un véritable effet de levier** sur les **politiques publiques locales**. Il faut **renforcer les liens de l'Euro – Région** (PACA, Rhône Alpes, Piémont, Ligurie Val d'Aoste) pour **peser** au niveau **européen** et **constituer** un véritable **groupe de représentation** et de "lobbying" auprès de la **Commission Européenne**.

Renforcer l'échelon régional c'est aussi **plus de démocratie dans son fonctionnement** : le conseil régional est une institution à la fois proche et lointaine pour les citoyens. Ceux-ci n'en connaissent souvent ni les compétences, ni l'action, ni même le visage des élus régionaux. L'information constitue l'un des fondements de la démocratie, et en particulier de la démocratie locale. Il est nécessaire de **rapprocher les élus de leurs électeurs**. **Les conseillers régionaux du Mouvement démocrate s'engagent à organiser régulièrement des permanences itinérantes sur le territoire de la région, à organiser un compte-rendu mensuel de leur action et de leurs votes dans leur département d'élection.**

Pour faire vivre la démocratie locale, des **consultations citoyennes** seront également régulièrement organisées sur le territoire régional. Et pas seulement pour choisir le nom de notre Région !

Aujourd'hui, le produit des impôts directs régionaux (taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et taxe professionnelle) représente moins d'un quart des recettes de fonctionnement de la région. Nous affirmons que la **Région doit se faire plus forte dans ses négociations avec l'État et refuser de payer seule les projets d'envergure nationale ou internationale.**

10- Promouvoir la culture et l'identité de notre région.

Dans le « millefeuille » administratif la culture prend une place particulière. Villes, agglomérations, communautés urbaines, départements et région financent les activités culturelles parfois sans réelle coordination et cohérence. Alors que la **culture** est une compétence optionnelle de notre région, PACA contribue fortement à ces activités faisant de notre région une des plus fournies en spectacles et festivals. Ce soutien permet **l'accès à la culture des habitants de PACA, favorise l'attractivité touristique de notre région et génère un nombre important d'emploi** (plus de 30 000 salariés).

Si l'on peut apprécier le foisonnement culturel de notre région on peut aussi parfois s'interroger sur la **cohérence territoriale des politiques culturelles**. Il faut sortir de la politique actuelle de guichet et de rentabilité. **La culture ne doit pas devenir une simple marchandise, un outil de prestige pour telle ou telle collectivité** Ce sont de nouvelles modalités d'attributions de subvention que nous devons appliquer. Nous mettrons en place des **comités locaux de coordination de gestion culturelle** afin d'**harmoniser avec les communes, agglomération et villes, les politiques culturelles.**

Nous nous engageons également à **soutenir** et à **promouvoir Marseille Capitale Européenne de la Culture 2013**. Au-delà de tout clivage politique et de toutes polémiques stériles, nous participerons à sa pleine réussite, c'est un **rendez-vous que notre région ne doit pas manquer**, car c'est l'ensemble de notre territoire qui bénéficiera de ses **retombées économiques, touristiques.**